



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

POUR LA DÉFENSE DE NOTRE POUVOIR D'ACHAT

ET POUR FINANCER LES RETRAITES IMPOSER LA HAUSSE DES SALAIRES !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

6 OCTOBRE 2022

Enfin, c'est autour d'un plateau de fruits de mer que Macron, sa première ministre et les piliers de son gouvernement et de sa majorité présidentielle ont décidé, la semaine dernière, à quelle sauce nos retraites devraient être rognées une fois de plus.

Après avoir été tenté par le passage en force dès cet automne, au moyen d'un amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale, notre monarque présidentiel a finalement préféré concéder un « cycle de concertation » sur sa réforme des retraites à partir de cette semaine. Pure opération d'enfumage cautionnée par ceux qui y participent puisque l'issue en est déjà tranchée: c'est le recul de l'âge de départ à 65 ans. Alors qu'à 62 ans, un quart des 5 % des hommes les plus pauvres sont déjà morts !

SOIXANTE CINQ ANS ! ET PUIS QUOI ENCORE ?

Selon Borne, « un projet de loi [...] devrait être voté avant la fin de l'hiver pour une entrée en vigueur de la réforme dès l'été 2023 ». A la clef, un "report progressif de l'âge de départ de 4 mois par an, aboutissant à 65 ans en 2031 »

Comme à chaque attaque, le gouvernement prétend vouloir « sauver notre régime de retraites ». Pourtant, cette année, le système est bénéficiaire de plus de 5 milliards d'euros. Et le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit un solde positif des caisses de retraite vers 2040 sans nouvelle réforme.

Sauf que le gouvernement prévoit de récupérer une partie du budget des retraites. Non pas, comme il le prétend, pour financer l'éducation, l'écologie ou la santé, mais pour accorder de nouvelles aides au patronat (baisse des impôts de production, baisse des cotisations sociales pour les entreprises).

Et si le gouffre financier avait été réel, il suffirait alors d'augmenter les salaires pour rétablir l'équilibre, en faisant rentrer des cotisations.

DES GRÈVES POUR LES SALAIRES

Et le remède est le même concernant l'inflation qui fait fondre nos salaires, nos pensions et nos allocations. C'est pourquoi des grèves ont éclaté

pour de véritables augmentations de salaire, comme à PSA-Stellantis où le 28 septembre, 4.800 travailleurs ont débrayé sur tout le groupe, exigeant 400 euros d'augmentation par mois et 6.000 euros de prime. Ce serait bien le minimum, quand le

groupe PSA affiche 8 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre. Même chose dans les raffineries TotalEnergies, dont plusieurs sont à l'arrêt du fait des grèves, comme celle de Gonfreville-l'Orcher (près du Havre), la plus grande de France, pour 10 % d'augmentation des salaires et des embauches. L'occasion de rappeler que l'entreprise annonçait un bénéfice de 14 milliards d'euros en 2021,

multiplié par 4 par rapport à l'année précédente.

ENGAGER LA BATAILLE MAINTENANT !

Qu'il s'agisse de la hausse des salaires, des pensions et des allocations, de leur indexation sur la hausse des prix ou du refus du report à 65 ans de l'âge de départ à la retraite, il faudra les imposer au patronat et au gouvernement, en se saisissant de toutes les occasions. C'est pour cela qu'après la journée de grèves et de manifestations du 29 septembre, le NPA appelle à la marche unitaire « contre la vie chère et l'inaction climatique » organisée par diverses organisations de gauche, à Paris, le dimanche 16 octobre.

Mais tout le monde voit bien qu'il faudra plus que deux journées d'action pour gagner. On ne coupera pas à la nécessité de construire un mouvement profond, par en bas, fait de manifestations, de grèves, d'occupations d'entreprises et de lieux publics, pour défendre et imposer nos revendications. Mais pour cela, nous avons besoin d'un véritable « plan de bataille » pour avancer vers un mouvement d'ensemble, seul à même de faire plier patronat et gouvernement.

NOUVELLES RÉFORMES : CHÔMAGE, RETRAITE...



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook

LES TRAVAILLEURS DE PSA DONNENT L'EXEMPLE : "400 EUROS POUR TOUS" !!!

Depuis plusieurs semaines, des débrayages ont lieu sur les sites de PSA pour 400 € d'augmentations pour tous et une prime de 6000 € !

Plus de 4 300 salarié(e)s de PSA ont débrayé mercredi dernier pour revendiquer des vraies augmentations de salaires, et pour dire qu'une prime de 1 000 € ce n'est pas assez.

1 300 grévistes à Mulhouse, 1 100 à Sochaux, 460 à Valenciennes, 350 à Douvrin, 340 à Caen, 270 à Rennes... C'est la plus grande vague de débrayage à PSA depuis 33 ans, depuis la grande grève de 1989 à Sochaux, mais à l'époque, elle ne s'était pas étendue à tout le groupe PSA

De quoi nous donner des idées à tou(te)s pour arracher ces augmentations de salaires de plus en plus vitales.

ÉNERGIE : LA FACTURE POUR LES UNS, LE PACTOLE POUR LES AUTRES

La flambée des factures et l'augmentation des charges fait exploser le nombre des gens qui vont avoir du mal à se chauffer cet hiver. Les entreprises du secteur engrangent pourtant des profits faramineux.

En 2021 par exemple, c'est près de 4 milliards d'€ pour ENGIE, 13,5 milliards pour TotalEnergies. Leurs actionnaires se gavent. Il suffirait pourtant de 8 milliards pour alléger de 800 € la facture des 10 millions des foyers les plus modestes. Les quelques mesures prises par le gouvernement font baisser momentanément la pression, mais ne changent rien sur le fond.

Si l'énergie est bien vitale, et compte tenu des exigences environnementales, sa production et sa distribution ne devrait pas être laissée aux mains de capitalistes dont le seul horizon est le profit. Ce qui supposerait, entre autres, dans un premier temps, l'expropriation des entreprises du secteur.

IRAN : UNE RÉVOLTE À L'ASSAUT D'UNE DICTATURE SANGLANTE

Dès la mort de Masha Amini sous les coups de la « police des mœurs » le 16 septembre dernier, des milliers de femmes sont descendues dans les rues, enlevant ou brûlant leur voile, symbole de leur oppression.

Leur courage a entraîné dans son sillage d'autres catégories de population, des jeunes en particulier. Le régime a décidé de réprimer de manière sauvage cette contestation, tirant à balles réelles dans la foule : il craint par-dessus tout un embrasement social général.

En effet, depuis plusieurs années, sur fond d'inflation galopante, de pauvreté et de chômage record, une colère sociale grandissante a pris la forme de grèves (dans le pétrole, chez les enseignants ...) ou de manifestations (vie chère, problèmes d'accès à l'eau ...).

Une colère de plus en plus « politique », contre une dictature à bout de souffle, et pas seulement à cause des sanctions américaines. Malgré la férocité de la répression, le régime a pour l'instant échoué à étouffer la nouvelle vague contestation qui continue : pour le droit de vivre, tout simplement, et pas seulement pour les femmes.

MISE EN EXAMEN DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ÉLYSÉE

Macron nous avait promis une « République exemplaire ». Son premier quinquennat n'avait pas été très convaincant de ce point de vue, et le second ne s'annonce pas mieux.

Après le renvoi du ministre de la Justice devant les tribunaux, c'est au tour d'Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, d'être mis en examen pour « prise illégale d'intérêts ». Il avait approuvé des contrats concernant l'armateur italo-suisse MSC, numéro un mondial des porte-containers, et était intervenu à des multiples reprises en sa faveur en « oubliant » de signaler les liens familiaux qui le liaient aux principaux actionnaires de cette société, créée et dirigée par des cousins de sa mère.

Un mélange des genres qui n'avait pas gêné le locataire de l'Élysée, parfaitement au courant de l'affaire et qui tentait depuis cinq ans de l'étouffer. On est président des riches ou on ne l'est pas.

FRANCE TELECOM, LA JUSTICE DES PATRONS

Un an de prison avec sursis et 15 000 euros d'amende pour Didier Lombard, ex-PDG de France Télécom qui a supervisé entre 2006 et 2009 la vague de licenciement conduisant au départ de plus de 20 000 salariés et au suicide de près de 40 d'entre eux.

Bien que sa culpabilité soit à nouveau confirmée dans ce procès en appel, ce qui est un soulagement pour les victimes et leurs familles, la peine reste ridicule au regard de sa responsabilité. Que valent 15 000 euros d'amende pour celui qui touche près de 300 000 euros par an de retraite versés par l'entreprise depuis son départ en 2011 ?

De plus, cette procédure n'a concerné que sept des dirigeants de France Télécom, sans jamais mettre en cause la responsabilité de l'État et des actionnaires qui ont soutenu ce PDG et ses méthodes meurtrières.

Car ce sont bien eux qui ont donné le feu vert pour la restructuration, allant jusqu'à lui remettre par exemple le grand prix du manager BFM en 2008.

UNE OCCUPATION POUR DEFENDRE LE DROIT AU LOGEMENT.

A chaque rentrée, l'éducation nationale demande aux élèves leurs adresses. A chaque rentrée, on (re)découvre que certain.e.s n'ont pas de logement. Rien qu'au Mans, ce sont 12 familles, souvent avec plusieurs enfants de 3 à 15 ans, qui étaient à la rue cet été.

Face à cette situation honteuse, des professeurs, des parents d'élèves et des associations ont alerté. Mais comme toujours, les pouvoirs publics se renvoyaient la responsabilité pour mieux ne rien faire. Un collectif a donc saisi l'appel de l'association Droit Au Logement pour se lancer dans l'occupation de la salle Barbara.

Pendant que les marchands de sommeil s'inquiètent de la hausse des taux d'intérêt, cette action témoigne d'une solidarité qui est à la base de nos combats. Il s'agit de refuser de rester chez soi pendant que d'autres n'ont pas de chez eux ; de peser pour leur trouver une solution d'hébergement digne ; et d'éprouver un moment de lutte trop rare dans la situation politique actuelle.

EN PLEIN DÉBAT SUR LES SUPERPROFITS,
TOTAL VA VERSER À SES ACTIONNAIRES UN ACOMPTÉ
SUR DIVIDENDE EXCEPTIONNEL DE 2,62 MILLIARDS D'EUROS

